

Montreuil

à gauche

Journal d'opinion
des citoyens montreuillois
Numéro 8 • Juin 2010

Un nouveau souffle pour Montreuil

La situation économique et sociale se dégrade à vitesse accélérée. A Montreuil comme partout en France, les conséquences de cette réalité se font sentir sur la vie quotidienne des Montreuillois : dégradation des conditions de vie et du pouvoir d'achat, baisse du moral des habitants le tout sur fond d'augmentation des besoins en matière d'offre de soins, de logement social, d'éducation, de petite enfance ou de loisirs pour ne prendre que ces exemples là. A cela s'ajoute l'invraisemblable détermination du gouvernement à s'attaquer à notre système de retraite pour nous contraindre à retarder de deux ans l'âge légal de départ à la retraite



Dans un contexte national particulièrement pesant, une ville de gauche a une responsabilité particulière. Celle d'offrir à ses concitoyens un point d'appui, de résistance mais surtout d'espérance. Au lieu de cela, à Montreuil, à peine plus de deux ans après l'élection de la majorité conduite par Dominique Voynet, les querelles et déchirements se sont faits jour. Des élus de la majorité finissent par rejoindre les bancs de l'opposition, le tout sous le regard désabusé des

Montreuillois et d'une administration communale en quête de respect, de sens et d'orientations politiques claires et structurées leur permettant de retrouver confiance en l'avenir.

C'est ce que certains appellent le passage forcé pour de futures et hypothétiques recompositions politiques, c'est ce que nous pourrions appeler le grand n'importe quoi qui conduit nos concitoyens à renvoyer dos à dos les politiques que nous sommes au nom du : « tous les mêmes ».

Une chose est cependant clairement apparue : le projet politique de Dominique Voynet n'a pas convaincu. Il n'est pas perçu comme un rempart et un point d'appui face aux politiques libérales menées sur le plan national. La gestion chaotique et autocratique des affaires municipales est de plus en plus ouvertement critiquée dans la population, mais également au sein de la majorité fabriquée pour les élections de mars 2008.

Il est grand temps de sortir de cette situation qui anéantit toute construction politique capable de répondre aux attentes et besoins des Montreuillois. C'est une autre gauche, assumant la richesse de ses diversités, que les Montreuillois appellent de leurs vœux pour relever les défis qui s'imposent à notre ville et pour bâtir une alternative aux projets menés ces deux dernières années et qui nous conduisent dans l'impasse. Une gauche qui assume, respecte et puise sa force dans l'histoire de notre ville et qui soit en mesure de donner un nouveau souffle à la vie politique locale. Une gauche qui soit capable de surpasser les logiques d'appareils tout en respectant la place et le rôle structurant que ces derniers jouent dans la société.

Dominique Voynet nous a montré la marche à ne pas suivre, celle qui place la conquête du pouvoir, avant le partage des valeurs, des idées et des projets.

Il est grand temps de sortir de cette situation qui anéantit toute construction politique capable de répondre aux attentes et besoins des Montreuillois. C'est une autre gauche, assumant la richesse de ses diversités, que les Montreuillois appellent de leurs vœux pour relever les défis qui s'imposent à notre ville...

A l'inverse, depuis deux ans, la minorité municipale (communistes, parti de gauche, socialistes et citoyens), a eu à cœur de poser les premiers jalons d'un travail collectif, concerté. Un travail mené dans un esprit de dialogue respectueux et ouvert entre élus de différentes sensibilités et avec les Montreuilloises et les Montreuillois. Nous pouvons aller plus loin. Les conditions existent pour, ensemble, consolider ce rassemblement humain et

politique permettant de poser les premiers jalons d'un projet alternatif pour la ville. Cette perspective est voulue par les Montreuillois, elle est possible si elle s'écrit sur une base claire, transparente et respectueuse de la place et du rôle de chacun.

GAYLORD LE CHEQUER
Président du groupe des élus Gauche Unie et Citoyenne
Secrétaire général du Comité des Citoyens Montreuillois

**Gauche
unie
et citoyenne**

**Comité des Citoyens
Montreuillois**

Édito



N'oublions pas ceux qui n'auront pas la chance de partir en vacances

Le temps des vacances, dans nos quartiers, représente souvent une période particulière qui remet en évidence les inégalités qui peuvent exister entre ceux qui ont accès aux vacances, aux loisirs, aux séjours hors de la ville et ceux qui n'y auront pas accès, faute de moyens.

Avec le temps des vacances, les écoles et les collèges ferment leurs portes et les jeunes réinvestissent le territoire du quartier souvent tard le soir. Dans ce contexte, et alors que la crise frappe bon nombre de foyers montreuillois, il importe plus que jamais de ne pas alimenter – par des actes regrettables - le sentiment d'abandon.

- La suppression de la moitié des propositions de journées à la mer pour les jeunes et familles qui n'auront pas la chance de partir en vacances,
- La diminution des enveloppes données aux antennes de quartiers pour organiser des événements festifs et fédérateurs (tel que le cinéma en plein air),
- la suppression des activités en pieds d'immeubles permettant de proposer des activités de loisirs ou culturelles à des jeunes qui ne fréquentent plus nos centres de loisirs,

sont autant de décisions qui ont pour conséquence d'inquiéter, légitimement, les militants associatifs et les acteurs de la vie sociale des quartiers. Comme eux, nous ressentons le malaise qui existe dans certains de nos quartiers. Ne pas réagir et persister à prendre des décisions qui mettent à mal un maillage social fragile, c'est prendre le risque de laisser grandir des tensions sources de problèmes. La mise en place d'un service de médiation sociale ne peut suffire, il faut agir en amont, avant que ne naissent les problèmes. Une première étape pourrait être le rétablissement des dispositifs supprimés.

CHEICK MAMADOU SY
Conseiller municipal
Gauche Unie et Citoyenne
Secrétaire général adjoint du CCM

Dominique Voynet supprime des postes dans l'administration communale et tente de faire porter le chapeau à l'intercommunalité ?

C'est LE coup de théâtre du dernier Comité Technique Paritaire (CTP) regroupant élus et représentants du personnel communal. A l'occasion de l'examen d'une note relative à la réorganisation du service voirie travaux, les élus découvrent que la municipalité entend « optimiser le fonctionnement de ce service ».

Pour ce faire, il est tout simplement proposé de... supprimer 4 postes dont celui de technicien assainissement « compte-tenu du transfert de la compétence assainissement à la communauté d'agglomération Est Ensemble ». Seul problème, c'est qu'à ce jour aucun transfert n'a eu lieu puisque la mise en place d'une administration intercommunale n'interviendra que courant 2011.

Alors, qui a pris la décision de supprimer des postes sous le fallacieux prétexte qu'il s'agirait d'une décision de bon sens et qui aurait été prise à l'échelle intercommunale ? Ce n'est pas une décision du Conseil communautaire qui n'a jamais évoqué cette question, le CTP intercommunal n'existe pas encore donc cela ne vient pas de là non plus et, vérification faite, il n'y a eu de décision prise ni par la conférence des 9 maires ni par Catherine PEYGE l'élue en charge du personnel.

Mais alors, qui ? Devant l'insistance de nos questions, la réponse a été donnée en séance du CTP devant l'ensemble des élus et représentants du personnel : Dominique VOYNET a donné son feu vert pour la suppression, le non-remplacement et le gel de postes d'agents communaux qui quitteraient leurs postes soit pour mobilité interne ou externe, soit pour départ à la retraite.

Une décision unilatérale et purement municipale que la majorité a tenté de mettre sur le dos de l'intercommunalité. La ficelle était un peu grosse.

« Pour le respect de nos défunts à Montreuil »



C'est le nom d'un groupe récemment créé sur Facebook par des Montreuillois excédés par l'état dans lequel se trouve le cimetière communal. Un manque manifeste de respect et de dignité à l'égard des défunts et de leurs familles, c'est ce que souligne ce tout nouveau groupe.

Déjà en octobre dernier, Jean-Pierre BRARD avait rappelé que "ce qui est en cause n'est bien évidemment pas l'investissement des agents du cimetière qui accomplissent leur travail avec beaucoup de conscience professionnelle. En fait, la nouvelle municipalité – sous prétexte de protection de l'environnement – laisse pousser les herbes folles et interdit l'utilisation de produits phytosanitaires qui permettraient de remettre le cimetière dans un état convenable. Hélas l'entêtement municipal s'est traduit jusqu'à présent par le refus d'entendre la protestation des Montreuillois. S'il est pertinent de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires, il faut trouver des produits de substitution et en attendant, quand ce n'est pas possible, de continuer à utiliser avec modération des produits capables d'éradiquer les herbes folles, en particulier dans un lieu aussi important que le cimetière."

Retraites

l'inévitable affrontement



Avec sa superbe habituelle, Eric Woerth au nom du gouvernement a annoncé les mesures concernant les retraites. Une fois de plus, sous le règne de Sarkozy, un coup sévère est porté aux droits sociaux.

Qui peut avoir confiance dans un plan qui promet l'équilibre des régimes par répartition à l'horizon de 2018 alors que la réforme Fillon de 2003 visait le même objectif pour un résultat que nous pouvons aujourd'hui qualifier de négatif !

Alors que la crise explique l'essentiel des pertes de recettes, ce sont encore les salariés qui sont mis à contribution pour plus de 85% des ressources escomptées. Rien pour le système financier et si peu pour les privilégiés !

On peut imaginer la déception du travailleur manuel, tel le maçon usé par son travail qui va devoir ajouter des trimestres imprévus à son dur labeur.

On peut penser aux femmes dont les carrières sont parfois chaotiques et dont l'espoir d'obtenir une pension décente est anéanti.

On peut comprendre l'angoisse du jeune chômeur qui apprend qu'un million d'emplois ne seront pas créés avec le recul de l'âge de départ à la retraite.

On peut partager la révolte du fonctionnaire qui verra son salaire baisser de 3% par l'augmentation des cotisations, alors que les plus fortunés n'auront qu'une timide amputation de 1% de leurs revenus.

On peut approuver le scepticisme des 60% des seniors licenciés avant 60 ans et auxquels on promet de l'attention.

Qui peut avoir confiance dans un plan qui promet l'équilibre des régimes par répartition à l'horizon de 2018 alors que la réforme Fillon de 2003 visait le même objectif pour un résultat que nous pouvons aujourd'hui qualifier de négatif !

On peut s'attendre à une massification de la pauvreté dans la période de retraite, alors qu'elle devrait être un temps de bien être, de découverte, de culture.

Heureusement le front syndical et la gauche politique apparaissent cette fois assez fermes pour rejeter cette agression contre la protection sociale.

Eric Woerth a beau dire qu'il s'attend à une forte mobilisation mais que cela ne changera rien pour faire passer la « réforme ». Gageons que les manifestations annoncées, par leur ampleur et leur détermination, auront raison de son arrogance et de son mépris. Le combat commence et nous y prendrons toute notre part.

DANIÈLE CREACHCADEC
Conseillère municipale Gauche Unie et Citoyenne
Membre du bureau du CCM

Quartier de la mairie vs Cœur de ville

Quand un projet d'aménagement devient l'objet de batailles d'héritage...

Dominique VOYNET s'est fendue, le 2 juin au soir d'un communiqué de presse particulièrement risible. On y apprend, non sans rire, que « les habitants de Montreuil ont pu réinvestir une partie de la place Jean-Jaurès » et cela grâce à une initiative de la Maire qui méritait bien un communiqué de presse de sa part pour annoncer qu'elle venait de créer un « élargissement des palissades de 50 mètres ».

Deux ans d'atermolements et d'argent perdu avec ces retards de chantiers, pour finalement se féliciter d'avoir déplacé des palissades, on croit rêver ! Indéniablement, la majorité municipale a besoin de capter les fruits du travail de ses prédécesseurs pour tenter de redorer son blason en matière de politique d'aménagement. Il faut dire qu'à ce jour, elle peine à convaincre et à rassembler les Montreuillois autour de son projet d'aménagement sur les « Hauts de Montreuil ».

Comme nous le soulignons dès le mois d'octobre dernier, nous sommes satisfaits de voir se concrétiser le projet Cœur de ville. Mais surtout, nous sommes très heureux d'apprendre que madame VOYNET a fait déplacer les palissades de 50 mètres sur la place de la mairie... cela valait bien un article de notre part pour le faire savoir.





10

C'est le nombre d'élus qui ont quitté la majorité municipale deux ans à peine après avoir fait cause commune avec Dominique Voynet.

« Changer radicalement les pratiques politiques est l'un des principaux enjeux pour redonner aux habitants le goût de la politique et faire vivre la démocratie dans cette ville ». Cette promesse était en page 58 du programme de la liste « Montreuil Vraiment ». Avec un peu de chance personne ne s'en souvient... et c'est peut-être mieux ainsi...

En bref

Les arroseurs arrosés ?

« On comprend pas, on est des écolos de gauche et on nous critique tout le temps ! ».

La puérité des propos de « Montreuil vraiment » dans leur dernière tribune publiée dans le journal municipal, nous va droit au cœur. Comment peut on en vouloir à une majorité qui s'est faite élire par la division de la gauche, qui ne cesse de caricaturer la politique de gauche menée avant 2008, qui pénalise le tissu associatif actif et plutôt promoteur des valeurs de gauche ?

Et si c'était vrai que cette équipe n'était pas pour grand-chose dans ce qui se réalise aujourd'hui et se trouvait un peu à côté de ses pompes pour ce qui devrait se faire demain ?

Vraiment les habitants de plus en plus mécontents sont trop injustes de penser cela !

Hausse des impôts... la grogne persiste

A l'initiative de la Confédération Nationale du Logement (CNL) de Seine-Saint-Denis, les adhérents de la section locale de Montreuil étaient invités, le 28 mai dernier à manifester, devant l'hôtel de ville, leur mécontentement vis-à-vis de la hausse de la taxe d'habitation votée par la majorité municipale.



Le groupe Gauche Unie et Citoyenne avait refusé de voter cette augmentation rappelant au passage qu'« une hausse aussi conséquente de la fiscalité locale va peser lourdement et aveuglément sur les Montreuillois alors que dans le même temps la qualité des services rendus à la population se détériore. »

La maire et ses adjoints ayant refusé de recevoir la délégation de la CNL, ce sont les élus de la minorité, parmi lesquels Jean-Pierre BRARD (Groupe Gauche Unie et Citoyenne), Frédéric MOLOSSI et Alexie LORCA (Groupe Socialiste) qui ont reçu les pétitions des mains de Frédéric CAPPE (à gauche sur cette photo), Président de la section locale CNL.

LE FINANCEMENT DE CE JOURNAL EST ASSURÉ PAR LES ELUS DU GROUPE DE LA GAUCHE UNIE ET CITOYENNE, PAR LE SOUTIEN DE MEMBRES ET DE SYMPATHISANTS DU COMITÉ DES CITOYENS MONTREUILLOIS, SI VOUS AUSSI VOUS SOUHAITEZ SOUTENIR LA PUBLICATION DE CE JOURNAL,

rejoignez-nous !

J'adhère au CCM Je fais un don d'un montant de
à l'ordre de "association de financement du CCM", à envoyer à l'adresse suivante : CCM, 45, rue du Capitaine Dreyfus, 93 100 Montreuil

Je souhaite recevoir ce journal par la Poste et/ou par courriel

Nom Prénom Courriel

Adresse

Pour nous contacter : Groupe Gauche Unie et Citoyenne - 45, rue du Capitaine Dreyfus, 93100 Montreuil